



Le pilotage macro-budgétaire des finances locales

Jean-François HUSSON, - Secrétaire général du Centre Interuniversitaire de Formation Permanente (CIFoP), Membre du conseil scientifique d'EUROPA, Collaborateur scientifique de l'Université de Liège
Marie-Christine STECKEL - Maître de conférences à l'Université de Limoges, OMIJ, membre du conseil scientifique d'EUROPA

Le pilotage macro-budgétaire des finances locales, c-à-d. leur articulation avec les finances publiques nationales (ou régionales et fédérales dans les pays fédéraux), est une question dont l'importance a été soulignée par les normes budgétaires européennes, Traité de Maastricht d'abord, Pacte de Stabilité et de Croissance ensuite.

Le contexte général

Le constat de base est simple: le secteur public local de l'UE27 est un acteur public important; il est donc nécessaire d'organiser un dialogue basé sur le triptyque Ressources/Dépenses/Déficit en développant les lieux de concertation entre l'Etat, le cas échéant les entités fédérées, et les collectivités locales. L'analyse de la régulation des finances locales dans les pays membres de l'UE27 permet toutefois de constater une généralisation du système de prescription, caractérisé par la concentration de l'édiction des normes, la confiscation de l'élaboration des stratégies et le contrôle de la gestion des finances locales par l'Etat. Toutefois, la consécration, la concertation et la consolidation de l'autonomie financière locale participent à l'émergence d'une véritable coopération.

A cela s'ajoute l'impact de questions a priori techniques, comme les incidences possibles de l'application des normes de comptabilité nationale SEC95 sur la

gestion locale, lesquelles peuvent en effet contraindre fortement la politique d'investissements des communes, comme l'atteste l'exemple belge.

Une autre question importante est «la culture de la performance», qui prend une dimension nouvelle avec les défis à relever que sont l'économie de l'immatériel et la réorganisation des administrations.

Des dispositifs opérationnels

Le solde budgétaire des administrations publiques est le résultat des sous-secteurs que constituent l'administration centrale, la sécurité sociale, les entités fédérées et les pouvoirs locaux. En Belgique, des mécanismes de concertation budgétaire entre le pouvoir fédéral et les entités fédérées (Communautés et Régions) prennent en compte les pouvoirs locaux, bien qu'ils ne soient pas représentés dans les instances spécifiques comme le Conseil Supérieur des Finances. Ce sont dès lors les Régions, autorités de tutelle, qui s'engagent pour les pouvoirs locaux à l'égard de l'autorité fédérale et qui se concertent avec les pouvoirs locaux afin de concilier les décisions individuelles (approbation des budgets ou plans de gestion communaux) avec le cadre général, et ce en recourant à des outils spécifiques (outils de planification budgétaire et financière, tutelle, plans de gestion, tableaux de bord,...).

Des réflexions à poursuivre

Cela étant, le pilotage macro-budgétaire ne peut être déconnecté des traditionnels mais toujours fondamentaux débats relatifs à l'autonomie fiscale des pouvoirs locaux, aux mécanismes de péréquation, tant horizontale que verticale, et à un débat sur la contrainte budgétaire des communes et les priorités de ce niveau de pouvoir en matière de politiques publiques et donc de dépenses publiques. ■

Sur la base des contributions de Michel Bouvier (GERFIP, FONDAFIP, Paris 1), Arnaud Dessoy (Dexia), Olivier Dubois (Union des Villes et Communes de Wallonie), Dominique Hoozens (Dexia-CLF), Jean-François Husson (CIFoP), Johan Ide (ABB - Rég. flamande), Bernard Jurion (Université de Liège), Claude Parmentier (CRAC - Rég. Wallonne), Marie-Christine Steckel (Université de Limoges), Luc-Alain Vervisch (KALYPS) à l'occasion du 5^{ème} Colloque Finances locales organisé en 2008 à Bruxelles par le Centre Interuniversitaire de Formation permanente (CIFoP), avec le soutien de Dexia et l'Union des Villes et Communes de Wallonie (UVCW). Plusieurs de ces contributions sont téléchargeables sur le site <http://www.cifop.be>.



Bilan d'un rapport entre motivation et continuité en Bulgarie

Dans le rapport annuel 2007 du ministère de l'Administration Publique et de la Réforme administrative, 45,7% des structures administratives ont lancé des mécanismes de motivation, orientés vers les jeunes employés, de manière à avoir une vision claire de leur développement professionnel. En même temps, au cours des trois dernières années, les fonctions supérieures ont été de plus en plus occupées par des agents ayant plus de 60 ans, tandis que le nombre des plus jeunes a diminué et se stabilise autour de 12,1%. La tendance semble inquiétante pour l'efficacité de la motivation comme pour les perspectives d'une relève générationnelle souhaitable pour l'administration publique bulgare.

Antony GALABOV



Recomposition et délocalisation en Irlande en 2008

Au niveau central, le changement principal porte sur la délocalisation de 2 000 fonctionnaires vers 33 sites en province; 6 000 agents devraient quitter Dublin à l'horizon 2011. Au niveau régional, une autorité de transport a été mise en place pour la zone du Grand Dublin. Elle coordonne l'infrastructure et les prestations des transports publics. A l'échelle de l'ensemble de l'île, le Conseil Ministériel Nord/Sud continue son travail à travers ses organes exécutifs (voies d'eau, sécurité alimentaire, tourisme, commerce) et des actions communes (infrastructure, agriculture, mobilité transfrontalière). Les deux administrations territoriales poursuivent leur collaboration sur quatre thèmes: communautés, clients, administration et prestations.

Brid QUINN